

Revue de presse sur les pratiques d'approvisionnement responsable d'une sélection d'entreprises canadiennes

Réalisée par RSE & Développement à partir du site www.RSE-et-PED.info pour CQCAM

Introduction

L'objectif de ce document est de faire une « revue de presse » à partir des articles apparaissant sur le portail d'information francophone www.RSE-et-PED.info, et relatifs aux entreprises sélectionnées par la CQCAM (Coalition québécoise contre les ateliers de misère) dans leur Rapport de recherche sur la divulgation d'informations sur les politiques d'approvisionnement responsable (PAR) à paraître en février 2010. Aussi ce document vise-t-il à restituer les documents et articles parus sur les PAR de ces entreprises, sans jugement sur les pratiques de celles-ci.

Bien que le site www.RSE-et-PED.info référence des articles antérieurs, seuls les articles postérieurs à 2006 (sauf exception pour l'aspect historique) ont été conservés. Par ailleurs, le site ne sélectionnant que des articles en français, l'information est partielle, notamment lorsque les entreprises n'ont pas une culture francophone. Alors l'information provient essentiellement d'ONG ou d'une presse militante, et peu de la société concernée.

Distribution

Dans ce secteur comme dans les autres secteurs de la distribution et du textile, différentes parties prenantes (ONGs, syndicats,...) collaborent pour analyser les maillons de la chaîne d'approvisionnement des grandes marques et distributeurs, et mettent en cause ces derniers au travers des pratiques de leurs fournisseurs. Par exemple :

- **Wal-Mart, Sears, et MEC** sont citées dans « [L'industrie du vêtement mise à nu par une étude canadienne](#) » (Novethic et ETAG),
- **Sears** dans le rapport de *Playfair2008*¹ « [Surmonter les obstacles](#) » relatif au secteur des vêtements et chaussures de sport.

Une première réponse consiste pour certaines de ces entreprises en la publication de leur code de conduite (transparence), pour certaines (**Wal-Mart, Sears**) consultable sur [le site de la FITTHC](#) ou en s'engageant dans certaines initiatives et programmes comme le [GSCP](#) (**Wal-Mart, Metro**), le [GBC](#) (**Wal-Mart**).

Wal-Mart

Wal-Mart, de par son poids économique mondial, subit une pression de plus en plus importante de la part des parties prenantes qui analysent les attitudes et pratiques des entreprises:

- Consommateurs : comme dans « [L'industrie du vêtement mise à nu par une étude canadienne](#) » cité ci-dessus.
- Communautés locales : page 13 du rapport « [L'ancrage des entreprises dans les territoires : pilotage et reporting international](#) » publié par IMS et l'ORSE (avril 2006).
- Syndicats : « [Un début de protestation pour les droits sociaux](#) » (Novethic - 2005), « [Plusieurs grandes marques doivent répondre d'exactions commises par un de leurs fournisseurs au Salvador](#) » (FITTHC – juin 2006)
- ONG : Wal-Mart obtient le prix le [prix d'irresponsabilité](#) par la Déclaration de Berne en 2005.

y compris du monde financier :

- exclusion de Wal-Mart du [fonds d'investissement du gouvernement norvégien](#) depuis juin

2006, information relayée [Novethic](#).

Wal-Mart s'engage :

- auprès de la *FAO* en faveur d'une [exploitation durable de la pêche](#) (mai 2006);
- en se déclarant prêt à [payer plus pour des produits plus écologiques](#) ;
- soutenant des actions syndicales auprès de ses fournisseurs comme le suggère la *FITTHC* lors d'[une action au Nicaragua](#) (juillet 2006),

et se montre ouverte au dialogue :

- Interview de la vice-présidente principale, Politiques et conformité de la Caisse, donnée au [Journal de Montréal](#).
- Ouverture au dialogue social en autorisant la création de syndicats dans ses magasins en Chine comme le relate le [Quotidien du Peuple](#).

Cependant Wal-Mart fait toujours l'objet de vives critiques relativement aux conditions de travail chez certains de ses fournisseurs, notamment dans des rapports publiés par des ONG:

- [rapport](#) (2009, en anglais) sur les conditions de travail chez 5 sous-traitants chinois de Wal-Mart écrit par « China Labor Watch » et [présenté par l'AFP](#) et *Aujourd'hui la Chine*.
- dans le rapport [PlayFair 2008 - Pas de médaille "droits des travailleurs" pour les jeux olympiques](#) épinglant (p.17) la société Yue Wing Cheong Light Products, fournisseur de Wal-Mart.
- Un fournisseur de Wal-Mart, Hi Tech Textiles, est également cité dans un [rapport de la CSI](#) (p. 8) sur les travailleurs migrants en Jordanie pour travail forcé et abus sur les salaires.

Metro

Dans son [rapport de décembre 2006](#), l'*ORSE* recense les entreprises européennes ayant signé un accord-cadre international (souvent complémentaire d'un code de conduite et s'appliquant aux filiales et sous-traitants d'un groupe), parmi lesquelles Metro et Ikea. Cette ouverture au dialogue social entre le syndicat UNI et Metro est aussi relayé par le [Petit Journal](#).

Quincaillerie, ameublement, rénovation et jardinage

Ikea

Ikea est une société généralement perçue comme responsable:

- socialement comme dans cet article de *Novae* qui souligne la [démarche responsable d'Ikea](#), notamment dans le choix de ses fournisseurs (voir [site](#) d'Ikea avec code de conduite applicable aux achats). L'*ECPAR*, dans un « [Rapport de recherche sur les pratiques d'approvisionnement responsable](#) », cite Ikea pour ses partenariats et recours aux parties prenantes dans la remédiation aux non conformités de ses fournisseurs. Ou aussi Ikea est citée en exemple dans un [rapport](#) du collectif *De l'éthique sur l'étiquette* pour son ACI s'articulant avec son code de conduite et incluant ses fournisseurs dans son périmètre. Voir [l'accord](#) sur le site l'IBB.

Cependant la société Ikea est critiquée sur 2 plans:

- une structure/organisation complexe et obscure lui permettant d'échapper aux taxes, impôts: se référer à la [proposition](#) par SOMO de nomination aux « Public Eye Global Award 2007 » de la Convention de Berne.
- D'avoir des fournisseurs critiqués pour leur irresponsabilité -et ce malgré un code de conduite Ikea qui leur est applicable:-
 - fournisseurs critiqués pour leur attitude vis à vis des [syndicats](#) comme dans « [Ikea, Otto](#)

[et Ikena doivent faire respecter les libertés syndicales](#) » ou par la *FITTHC* (décembre 2008) dans « [Beaucoup de bruit mais peu d'action chez certains grands détaillants](#) »

- Danzer, qui fournit Ikea en bois, [critiqué par Greenpeace](#) pour ses pratiques financières et environnementales en RDC.

Donc un bilan en demi-teinte comme le soulignent un [article](#) de *Planète Urgence* (octobre 2006) faisant référence à un rapport d'*Oxfam* dressant un bilan des pratiques d'Ikea dans les pays du Sud, et le rapport (mars 2009) « [Des sociétés à irresponsabilité illimitée](#) » écrit conjointement par le *CCFD et Oxfam-Agir Ici*, qui pointe notamment les effets secondaires et néfastes de l'application du code de conduite de Ikea en Inde (étude de cas au chapitre IV-7).

Home Depot

Comme Wal-Mart, Home Depot est cité dans le rapport le rapport [PlayFair 2008 - Pas de médaille 'droits des travailleurs' pour les jeux olympiques](#) pour s'approvisionner chez Yue Wing Cheong Light Products, entreprise critiquée pour sa politique sociale.

Télécommunications

Bell Canada

Quelques exemples d'engagement de Bell Canada en matière de responsabilité sociale et de développement durable aux encadrés 7.2 (membre du GeSI) et 7.3 du rapport de l'OIT « [La production des composants électroniques pour les industries des technologies de l'information : évolution des besoins de main-d'œuvre dans une économie mondialisée](#) ».

Bell Canada est transparente quant à son empreinte climatique comme le souligne un [article de Novae](#) concernant le rapport annuel du Carbon Disclosure Project de 2009.

Extraction minière et énergie

L'industrie extractive est caractérisée par la création de nombreuses filiales dans les pays d'implantation détenues en plus ou moins grande partie par les sociétés mère de multi-nationales. Dans ce document ont été relevées les pratiques de ces filiales au regard de leurs impacts sociaux, et environnementaux, notamment vis à vis des communautés locales. Les différentes problématiques attenantes sont résumées dans un article de mars 2006 « [Le secteur minier et les communautés locales : un marché de dupes ?](#) » écrit par *Novethic*.

Ceci trouve une illustration dans « [Controverses sur l'exploitation de bauxite](#) » en Guinée par CBG, société partiellement détenue par **Rio Tinto Alcan** et **Alcoa**: les mauvaises conditions et l'équipement, ancien et défectueux, auraient ainsi des effets néfastes sur la santé des populations et sur l'environnement.

Dans le même temps, l'*ECPAR* dans son « [Rapport de recherche sur les pratiques d'approvisionnement responsable](#) » est positif quant à l'approche d'Alcoa et de Rio Tinto vis à vis de leurs fournisseurs .

Alcoa

Alcoa fait partie des entreprises s'engageant dans la lutte contre les changements climatiques comme par exemple lors du « [Global Roundtable on Climate Change](#) » en 2007, ou au sein du « [World Economic Forum](#) » en 2008.

Rio Tinto Alcan

Pour faire face aux critiques vives émanant de la société civile, d'organisations syndicales,... concernant les conséquences de ses activités d'extraction minière, Rio Tinto multiplie ses actions envers les communautés locales impactées:

- en Guinée « [Rio Tinto Alcan participe à un partenariat pour appuyer les efforts de la Guinée en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement](#) » (novembre 2007).
- « [Rio Tinto complète la restitution de son Rapport de Faisabilité du Projet Simandou](#) » (extraction de fer en Guinée) pour mieux prendre en compte les aspects sociaux et environnementaux dans son projet.
- Rio Tinto s'engage aux côtés de « [L'industrie joaillière \(agit\) pour développer les pratiques responsables de la mine au point de vente](#) » (CRPJ - juillet 2005)
- face aux risques épidémiques élevés dans les zones minières, Rio Tinto s'engage dans la lutte contre le Sida: elle est [membre de la GBC](#), mène des actions sur ses sites comme à Madagascar « [Dépistage volontaire du sida chez QMM](#) [filiale de Rio Tinto] » (et accompagnement des personnes séropositives) (article d'octobre 2007 de *l'Express de Madagascar*), ou en « [Guinée : les zones minières s'attaquent au sida](#) » où les entreprises plaident pour la mise en place d'un partenariat public-privé (*IRIN news*, novembre 2008).
- ainsi l'*UQAM*, dans son rapport de mars 2009 sur « [La participation des parties prenantes dans la réalisation des rapports de développement durable](#) » considère Rio Tinto comme étant responsable à la fois dans ses engagements (membre du GRI, de l'ICMM et signataire du Global Compact) et auprès de ses parties prenantes.

Cependant les projets de la société restent vivement critiqués et source de conflits :

- *CCFD - Terre Solidaire* dans son rapport de mars 2009 « [Des sociétés à irresponsabilité illimitée](#) », au chapitre 4.4 « Rio-Tinto détruit les forêts primaires à Madagascar au nom du développement durable » critique l'implantation d'une mine à Madagascar par QMM (filiale de Rio Tinto) pour ses impacts environnementaux, mais aussi sociétaux (communautés), sociaux (non pourvoyeur d'activité pour les malgaches), et économiques (endettement du pays).
- Octobre 2008, *Survival France* dénonce les « [Craintes de représailles suite à des attentats à la bombe contre une mine anglo-américaine](#) » en réaction à un mouvement protestataire de communautés locales en Indonésie.
- Libération Afrique critique le manque de dialogue et transparence concernant le financement et l'emploi local dans son article « [Absence de dialogue sur le projet minier de Rio Tinto à Fort-Dauphin](#) » (juin 2007)

Et ainsi, « [Le fonds souverain norvégien ne veut plus de Rio Tinto](#) », pour motif environnemental.

Petro Canada

Dans « [Promouvoir la transparence - Rapport 2008 sur les performances de Compagnies Pétrolières et Gazières](#) », *Transparence International* évalue Petro-Canada comme ayant un bon niveau de transparence.

Remarque

Dans cette « revue de presse » n'apparaissent pas certaines entreprises sélectionnées par le CQCAM : il s'agit généralement d'entreprises qui opèrent presque exclusivement au Canada (ainsi en est-il des sociétés des secteurs « Divertissement et spectacles » et « Pharmacie »), ou de filiales canadiennes de sociétés multinationales (Shell Canada), ou encore dont les informations dont dispose www.RSE-et-PED.info n'est pas relative aux pratiques d'approvisionnement responsables.

Glossaire

ACI	Accord Cadre International
AFP	Agence Française de presse
CQCAM	Coalition Québécoise Contre les Ateliers de Misère (http://www.ciso.qc.ca/?page_id=23)
CRPJ	Council for Responsible Jewellery Practices (http://www.responsiblejewellery.com/)
CSI	Confédération Syndicale Internationale
ETAG	Groupe d'action pour le commerce éthique
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations (http://www.fao.org/index_fr.htm)
FITTHC	Fédération Internationale des Travailleurs du Textile, de l' Habillement et du Cuir
GBC	Global Business Coalition on HIV/AIDS, TB and Malaria - Coalition mondiale des entreprises contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose.
GeSI	Global e-Sustainability Initiative (site: http://www.gesi.org/).
GRI	Global Reporting Initiative (http://www.globalreporting.org/Home).
GSCP	Global Social Compliance Programme.
IBB	Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (http://www.bwint.org/default.asp?Issue=About&Language=FR).
ICMM	Conseil International des Mines et Métaux (http://www.icmm.com/francais).
IMS	- Entreprendre pour la cité.
ITIE	Extractive Industries Transparency Initiative
ORSE	Observatoire sur la Responsabilité Sociale des Entreprises
UNI	Internationale des compétences et des services (syndicat).
UQAM	Université du Québec à Montréal

RSE et PED

Pour une meilleure contribution des entreprises aux Objectifs du Millénaire pour le Développement

A l'aube du 21^{ème} siècle, 1,4 milliard de personnes survivent dans l'extrême pauvreté, et 1 milliard souffrent de la faim. Les entreprises sont un acteur essentiel du développement, de par leurs impacts économiques, sociaux et environnementaux, et ont un rôle à jouer dans la lutte contre la pauvreté.

L'association RSE & Développement, grâce au site www.RSE-et-PED.info et à la lettre d'information gratuite (<http://www.rse-et-ped.info/S-abonner.html>) informe sur la RSE dans les pays émergents et en développement, pour contribuer à un meilleur impact économique, social et environnemental des entreprises dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement. www.RSE-et-PED.info informe quotidiennement sur les impacts sociaux et environnementaux, positifs et négatifs, des entreprises, et donne la voix aux pays du Sud.

www.RSE-et-PED.info vise ainsi à contribuer :

- à la transparence et la responsabilité des entreprises quant à leurs impacts sociaux et environnementaux au Sud ;

- à un accès à l'information gratuit et donc équitable de l'ensemble des parties prenantes – en particulier au Sud ;
- au renforcement des capacités de la société civile et de l'ensemble des acteurs de la RSE - en particulier au Sud ;
- au développement d'un esprit de solidarité nord-sud ;
- au débat public ;
- au dialogue ;
- à l'émergence d'une RSE francophone.

Depuis la création, RSE & Développement a développé un réseau important d'acteurs au Sud et au Nord, qui nous envoient des articles à mettre en ligne, consultent régulièrement le site et/ou sont abonnés à la lettre d'information.

<http://www.rse-et-ped.info/>